



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 24 avril 2026

FOCUS - EN COLOMBIE, LA GESTION DES DECHETS, ENTRE DEFIS ECONOMIQUES ET JUSTICE SOCIALE.	2
Bolivie	3
Le gouvernement présente sa loi de finances rectificative pour 2026.	3
Colombie	3
Le risque de pénurie de gaz s'intensifie.	3
La Colombie traverse une crise de faim extrême selon le Programme alimentaire mondial.	4
La crise institutionnelle entre l'exécutif et la Banque centrale se poursuit.	4
La zone franche de Santander obtient la certification OCDE de « zone franche propre ».	4
Équateur	5
Le rapport 2025 de la Banque centrale met en avant la solidité du système financier équatorien.	5
Le gouvernement lance sa stratégie de renforcement du secteur électrique.	5
Guyana	6
Dans un contexte d'augmentation de la dette, la flexibilité budgétaire du Guyana se réduit.	6
Pérou	6
Les réserves internationales atteignent 100 Md\$ grâce à des flux externes favorables et une stratégie d'accumulation active.	6
L'augmentation des dépenses salariales creuse significativement le déficit budgétaire.	6
Venezuela	7
Le Venezuela reprend ses relations avec le FMI.	7
Le coût du panier alimentaire de base a augmenté de 7,2 % en mars (vs février), signe d'une inflation encore forte.	7
Les vols directs entre les États-Unis et le Venezuela reprennent.	7

Focus - En Colombie, la gestion des déchets, entre défis économiques et justice sociale.

La question des déchets en Colombie ne relève pas d'un enjeu opérationnel local, mais d'un arbitrage national sur le modèle économique du secteur. Dans un contexte où le cadre réglementaire est défini au niveau de l'État, les décisions prises par la Commission de régulation de l'eau (CRA) conditionnent directement l'orientation des investissements et le caractère obligatoire ou incitatif de la valorisation des déchets.

À l'échelle nationale, la Colombie a produit 12,1 millions de tonnes de déchets, dont 19 % proviennent de Bogota, la capitale, ce qui en fait un cas critique mais représentatif des limites structurelles du modèle actuel. Bogota fait face à une crise structurelle dans la gestion de ses déchets, liée à un modèle encore largement linéaire fondé sur l'enfouissement sur le site de Doña Juana, aujourd'hui proche de la saturation. Avec des pics proches de 10 000 tonnes certains jours, la ville produit environ 2,3 millions de tonnes de déchets par an. Le site d'enfouissement ayant atteint un taux de remplissage de 72 %, à un rythme de croissance de déchets de +3,5 % par an, il devrait arriver à saturation dès 2028. Il représente également 2 % des émissions nationales de méthane, faisant de la gestion des déchets un enjeu climatique central.

Suite à la décision prise en août 2025 par la CRA de rejeter le modèle de gestion des déchets proposé par la ville de Bogotá, la planification à moyen terme est questionnée. Cette situation limite la visibilité des acteurs publics et privés, malgré la prorogation récente -- en date du 6 février -- des contrats actuels de gestion des déchets jusqu'en 2027. Par ailleurs, les impacts environnementaux et sociaux, soulevant des problématiques de justice environnementale, se concentrent principalement sur des quartiers particulièrement défavorisés de la capitale.

Le modèle actuel, fondé sur des concessions territoriales par zones et sur la reconnaissance juridique des recycleurs, demeure confronté à plusieurs limites opérationnelles. Les recycleurs sont des travailleurs, souvent informels, qui collectent, trient et revendent les déchets recyclables : ils jouent un rôle clef dans la gestion des déchets, la réduction de la pollution et l'économie circulaire. Leur intégration effective dans la chaîne de valeur reste partielle, la mise en place des conteneurs urbains produit des résultats inégaux selon les quartiers, et la persistance de points critiques de dépôts informels reflète des difficultés durables en matière d'appropriation citoyenne et de discipline collective. Le principal verrou n'est pas technologique mais économique : le système de rémunération, encore centré sur l'enfouissement, oriente les investissements vers des solutions à faible valeur ajoutée et limite l'émergence d'un marché de la valorisation.

Les analyses convergent vers la nécessité d'une approche intégrée, fondée sur la hiérarchisation des modes de traitement et sur un cadre réglementaire stable et homogène, conditions essentielles pour sécuriser les investissements. Les mécanismes d'incitation économique, en particulier la responsabilité élargie du producteur (principe obligeant les producteurs à financer et organiser la gestion de la fin de vie de leurs produits) des déchets, constituent à cet égard des leviers structurants pour favoriser l'innovation, l'éco-conception et la rentabilité des projets.

Bolivie

Le gouvernement présente sa loi de finances rectificative pour 2026.

Le budget 2026 revisité prévoit une nouvelle contraction économique de -1,3 %, une inflation de 14 % et un déficit budgétaire de 9 % du PIB. Si le budget présenté par le gouvernement précédent du MAS prévoyait une croissance à +3,5 % et une moindre pression inflationniste (7,5 %), cette mise à jour représente une réalité plus sincère de la situation macroéconomique.

Le déficit s'améliorerait de près de 6 pt de PIB.

Si le déficit prévu par le MAS s'établissait à -10,2 %, il aurait atteint -15 % selon le ministre des Finances : le déficit prévu par le nouveau gouvernement (-9 %) améliore donc significativement le solde. Afin de réduire le déficit, des baisses de la dépense publique de 145 M\$ au taux officiel (1 Md BOB) sont prévues. Dans le même temps, les dépenses sociales augmentent de 145 M\$ (au taux officiel) dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, 290 M\$ au taux officiel (2 Md BOB) de dépenses ont été destinées aux ménages les plus vulnérables – notamment en compensation du retrait de la subvention aux carburants.

Le gouvernement prévoit une évaluation de toutes les entreprises publiques sous 90 jours.

Cet audit général vise à déterminer leur situation financière et, le cas échéant, les fermer. Les économies additionnelles issues de ces fermetures seront intégrées au budget 2026 revisité.

Colombie

Le risque de pénurie de gaz s'intensifie.

L'offre de gaz, internationale et domestique, couvre de moins en moins la demande. Les

importations de gaz ont représenté 23 % de l'approvisionnement du pays au T1 2026 (contre 3 % en moyenne entre 2015 et 2023). De plus, la production domestique de gaz a chuté de -17 % en 2025 : en février 2026, la production s'est établie à 695 M de pieds cubiques journaliers, la production la plus faible depuis 2009. En 2025, les importations de gaz avaient déjà mené à une hausse de 69 % des prix du gaz pour l'industrie et de 23 % pour les charges locatives.

Afin de faire face à ce déficit, de nouveaux projets visent à accroître la capacité d'importation et de production de gaz.

Côté importations, des infrastructures de regazéification (processus qui permet de recevoir du gaz naturel liquéfié et de le ramener à l'état gazeux afin de l'injecter dans le réseau de transport de gaz) et de transport doivent être développées afin d'assurer un approvisionnement suffisant à court terme. Côté production domestique, de nouveaux projets de regazéification sont développés, comme ceux de Puerto Bahía (mise en opération prévue au T3 2026 pour une capacité de 126 M de pieds cubes/jour) ou dans le Pacifique (120 M de pieds cubes/jour). A ce jour, la centrale de Carthagène demeure le pilier du réseau, avec une capacité de 465 M de pieds cubes/jour.

Les perspectives à court et moyen terme sont ambivalentes.

D'une part, l'apparition du phénomène *El Niño* au S2 2026 devrait mener à une hausse de la demande d'électricité thermique (dont gaz) et absorber toutes les nouvelles capacités de production. Le risque de pénurie persiste en fin d'année. D'autre part, à moyen et long terme, le développement du projet *offshore* Sirius (avec un potentiel estimé entre 400 et 500 M de pieds cubiques/jour) ainsi que la réactivation du gazoduc binational Colombie-Venezuela pourraient limiter l'incertitude actuelle.

La Colombie traverse une crise de faim extrême selon le Programme alimentaire mondial.

Environ 6,6 millions de personnes seraient exposées à une situation de malnutrition ou d'insécurité alimentaire, selon l'agence des Nations unies, soit 12 % de la population. Le pays se classe parmi les 16 pays dans le monde connaissant des niveaux préoccupants de faim. En Amérique latine, seuls la Colombie et Haïti (où la moitié de la population connaît une crise alimentaire) apparaissent dans le classement. Ce classement est lié à la violence connue dans certains départements, limitant l'accès à l'aide humanitaire et donc à l'alimentation, ainsi qu'à des conditions climatiques dégradées (précipitations au-dessus de la moyenne). Au niveau domestique, le département de statistiques (DANE) établit, lui, que plus de 14,4 millions de Colombiens connaissent un degré d'insécurité alimentaire en 2024, soit 27,6 % de la population.

Ce constat contraste avec une diminution de la pauvreté monétaire (32 % de la population) et multidimensionnelle (10 %). Bien qu'en moyenne la pauvreté et l'accès aux dimensions essentielles de la vie (dont l'alimentation) s'améliorent, des écarts structurels demeurent : les cas les plus extrêmes voient leurs conditions se dégrader. La pauvreté extrême représente en effet 11,7 % de la population, un niveau supérieur à la période pré-pandémie, bien qu'en baisse.

La crise institutionnelle entre l'exécutif et la Banque centrale se poursuit.

Le forum organisé par le ministre des Finances sur « la politique monétaire dans un contexte progressiste » accentue la crise avec la Banque centrale. Ce forum a été organisé après une nouvelle hausse des taux directeurs (actuellement à 11,25 %) – hausse critiquée par l'exécutif qui considère que l'inflation est issue du choc externe lié à la guerre en Iran et non de la hausse de 23 % du salaire minimum.

Le Gouverneur de la Banque centrale a refusé de participer à ce forum, mettant en avant le fait que la posture du ministre des Finances va à l'encontre de l'indépendance de la Banque centrale, définie par la Constitution de 1991.

Le président Gustavo Petro a annoncé envisager de recourir à une nouvelle hausse du salaire minimum en cas de hausse des taux directeurs. De plus, la présence du ministre des Finances à la réunion du directoire de la Banque centrale du 30 avril demeure incertaine. La présence du ministre des Finances est une obligation constitutionnelle selon le Gouverneur de la Banque centrale : en cas d'absence, le directoire pourrait être en incapacité légale de prendre une décision de politique monétaire.

La zone franche de Santander obtient la certification OCDE de « zone franche propre ».

Les certifications OCDE visent à certifier les zones de libre-échange qui mettent en œuvre des efforts de transparence afin d'assurer que la zone ne serve pas au commerce illicite. Ces certifications sont un projet pilote auquel ne participent que trois pays : l'Espagne, le Costa Rica et la Colombie. La zone franche Santander a été certifiée par Bureau Veritas pour une durée de 5 ans.

Depuis 2022, le gouvernement aurait investi 285 M\$ dans les zones franches, selon le ministre du Commerce. En mars, la création d'une zone franche entre la Colombie et le Venezuela a été annoncée pour développer le commerce entre ces deux pays.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-2,1%	39,0%	2283
Change USD/COP	-1,3%	-16,3%	3563
Change EUR/COP	-2,2%	-14,6%	4163
Prix du baril (Brent, USD)	3,3%	52,6%	101,4

Équateur

Le rapport 2025 de la Banque centrale met en avant la solidité du système financier équatorien.

Les réserves internationales ont atteint 9,8 Md\$ en 2025, soit le niveau parmi les plus élevés depuis la mise en place de la dollarisation, selon le rapport de la Banque centrale. Cette progression s'explique par la hausse de la liquidité dans l'économie, notamment permise par l'accès à des financements internationaux (de la part des institutions financières multilatérales mais également grâce à l'émission souveraine de janvier dernier), à la croissance des exportations non-pétrolières, à la forte hausse des *remesas* (+18,2% en 2025) et à la confiance du système financier. Les réserves ont permis de couvrir intégralement les dépôts du secteur financier et la monnaie en circulation, garantissant ainsi, selon la Banque centrale, la stabilité du système de dollarisation dans le pays. Pour mémoire, l'Équateur est dollarisé depuis 2000.

Le bilan de la Banque centrale affiche des actifs équivalents à 16,9 Md\$, confirmant une couverture solide des différents systèmes financiers. Par ailleurs, l'institution dispose de 3,3 Md\$ en lignes de liquidité contingentes pour faire face à d'éventuelles crises, sans nécessité immédiate de les activer. Le système de paiements interbancaires a enregistré une hausse de 11,7 %, atteignant 194,3 Md\$ en transactions en 2025. Le document rappelle par ailleurs la création récente du comité de politique et régulation financière et monétaire en octobre 2025, issue d'une réforme visant à unifier la régulation monétaire et financière. Il souligne les défis politiques rencontrés, tout en affirmant l'engagement de l'institution. La nouvelle orientation stratégique vise à renforcer la stabilité, encourager l'innovation et améliorer l'accès aux services financiers.

L'objectif est de bâtir un système moderne, efficace et résilient.

Le gouvernement lance sa stratégie de renforcement du secteur électrique.

La stratégie électrique vise à renforcer la production d'électricité thermique afin d'assurer la sécurité énergétique du pays, dans un contexte de saturation du système et d'augmentation de la demande. Cette stratégie a été élaborée par le ministère de l'Environnement et de l'Énergie et l'entreprise publique de production d'électricité Celec EP. Pour 2026, l'exécutif prévoit 920 mégawatts de capacité supplémentaires, combinant location d'équipements et acquisition de nouvelles infrastructures. L'objectif est de garantir un approvisionnement stable et fiable en énergie.

La stratégie repose sur deux axes principaux.

Le premier concerne la location d'unités de production rapidement installables, représentant 525 MW pour un investissement de plus de 315 M\$. Ces installations permettront de répondre à court terme aux besoins énergétiques. Le second axe porte sur l'achat d'équipements et le remplacement d'infrastructures obsolètes, avec un investissement de plus de 381 M\$. Plusieurs centrales, notamment à Esmeraldas, Durán, Santa Elena ou Quevedo, seront modernisées pour une capacité totale de 395 MW.

Selon Celec, le recours à la production thermique vise à réduire la dépendance aux conditions climatiques et aux importations d'électricité. L'entreprise publique précise que les installations louées seront progressivement retirées à mesure que les nouvelles capacités nationales entreront en service. Enfin, cette stratégie intervient dans un contexte de hausse annuelle de la demande électrique, estimée entre 4 % et 5 %, stimulée notamment par le développement des centres de données, et de l'électrification des secteurs extractifs.

Guyana

Dans un contexte d'augmentation de la dette, la flexibilité budgétaire du Guyana se réduit.

La dette du Guyana a atteint 28,5 % du PIB (7,7 Md\$) en 2025, contre 24,3 % (6,0 Md\$) en 2024. Selon le ministre des Finances, Ashni Singh, les créanciers multilatéraux détiennent la plus grande part de la dette extérieure du Guyana (64 %), suivis des créanciers bilatéraux (30,1 %) et des créanciers privés (5,9 %). Les emprunts proviennent d'un large éventail de partenaires multilatéraux (Banque interaméricaine de développement, Association internationale de développement, Fonds de développement des Caraïbes) et bilatéraux (Arabie Saoudite, Chine, États-Unis, Inde, Japon, Royaume-Uni, Suède). Les dépenses liées aux intérêts devraient augmenter de 42 % pour atteindre 0,6 % du PIB (166 M\$) en 2026.

Le montant total des remboursements de la dette du Guyana pour 2025 s'élevait à 1 % du PIB (265 M\$), dont 177 M\$ (67 %) versés à des créanciers externes et 88 M\$ (33 %) à des créanciers domestiques. Le ministre des Finances a souligné que l'augmentation des paiements extérieurs était principalement due à la hausse des obligations bilatérales.

Pérou

Les réserves internationales atteignent 100 Md\$ grâce à des flux externes favorables et une stratégie d'accumulation active.

Les réserves internationales nettes (RIN) de la Banque centrale ont augmenté de 29 Md\$ en deux ans, une progression de 43 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation des exportations et les achats de produits en devises réalisés par la Banque centrale. Les

réserves ont ainsi contribué à atténuer la volatilité du taux de change : elles ont dépassé pour la première fois les 100 Md\$ le 15 avril.

Ces actifs, composés d'instruments internationaux liquides, soutiennent la stabilité macroéconomique en atteignant 28 % du PIB péruvien. Le portefeuille est dominé par des obligations souveraines de pays développés, en particulier des États-Unis (73 %). Il comprend également des dépôts en devises (21 %) et une part plus limitée d'or (6 %). La progression récente des réserves dépasse le rythme moyen observé jusqu'en 2023. L'augmentation s'explique en partie par la hausse des prix des matières premières exportées par le pays, ces conditions ayant favorisé une entrée accrue de devises, dont une partie a été accumulée par la Banque centrale. Enfin, la croissance plus modérée des importations par rapport aux exportations a renforcé cette dynamique d'accumulation.

L'augmentation des dépenses salariales creuse significativement le déficit budgétaire.

Le déficit budgétaire du Pérou s'est fortement accru au premier trimestre, atteignant 538 M€, soit une hausse de 54 % par rapport à la même période de l'année précédente. Selon la Banque centrale, cette évolution reflète une hausse soutenue des dépenses publiques. Les rémunérations constituent le principal facteur d'augmentation, avec une croissance de 15 %. Cette hausse est liée aux augmentations salariales accordées en 2025 et étendues en 2026 à divers régimes publics. Les salaires représentent désormais 48 % des dépenses courantes de l'État. Au mois de mars, une augmentation marquée des dépenses salariales dans plusieurs secteurs clés a de plus été accordée.

Outre cette dynamique, les recettes fiscales ont continué de croître, soutenues par l'activité économique et les prix élevés des matières premières. Les revenus issus de

l'impôt sur le revenu et de la TVA restent les principales sources de financement public. Le secteur minier a notamment contribué à une forte augmentation des recettes fiscales, en hausse de plus de 118 % en g.a.

Venezuela

Le Venezuela reprend ses relations avec le FMI.

Le 16 avril, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont annoncé formellement la reprise des relations avec le gouvernement de Delcy Rodríguez. Le 18 avril, la Banque interaméricaine de développement (BID) a indiqué avoir entamé les préparatifs en vue de la reprise de ses opérations financières dans le pays.

Le Venezuela a sollicité l'accès à 4,9 Md\$ de droits de tirage spéciaux (DTS) afin de rétablir les infrastructures vitales, l'électricité et l'eau. Dans le même temps, le chargé des affaires économiques et des finances à la Présidence, Calixto Ortega, a précisé que la reprise des relations avec le FMI n'implique aucune

demande de prêt et que le Venezuela n'entend pas recourir aux programmes d'assistance financière traditionnels. L'économie vénézuélienne devrait croître de 7,4 % selon le Programme des Nations unies pour le développement, grâce au secteur pétrolier (+11,5 % de croissance).

Le coût du panier alimentaire de base a augmenté de 7,2 % en mars (vs février), signe d'une inflation encore forte.

Le coût du panier alimentaire de base représente 692\$ en mars (308 084 VES). Selon les économistes, l'inflation annuelle aurait atteint 36 % en g.a. en mars alors que la seule inflation alimentaire aurait été de 47 % en g.a.

Les vols directs entre les États-Unis et le Venezuela reprennent.

La ligne aérienne *American Airlines* reprendra ses vols quotidiens vers le Venezuela à partir du 30 avril. De son côté, la compagnie vénézuélienne *Laser* s'est associée avec la compagnie aérienne étatsunienne *Global X* et lancera des vols directs quotidiens vers Miami à compter du 1^{er} mai 2026.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Louis BRUGEL, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)